

Les élèves subissent un rythme effréné de cours de soutien

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4665 - Dimanche 30 décembre 2018 - Prix : 10 DA

Ancien président du Conseil constitutionnel

Décès de Abdelmalek Benhabylès

Page 24

Commerce

Ouverture en janvier des soldes d'hiver

Page 4

Une page se tourne en Syrie

Par Mohamed Habili

D'après le président turc le départ annoncé par Donald Trump des forces américaines présentes en Syrie aurait déjà commencé. Par la même occasion, Tayyip Erdogan a fait savoir que l'offensive à l'est de l'Euphrate que son armée était sur le point de lancer était reportée, et non pas à une date prochaine mais plutôt à un avenir relativement éloigné. Ainsi donc, quand les 2 000 soldats américains étaient censés rester encore un temps indéterminé, les Turcs avaient du mal à se retenir de marcher, peut-être pas sur eux sans doute, mais en tout cas dans leur direction, en dépit du risque d'affrontement que cela impliquait. Mais maintenant que les Américains se sont décidés à partir, eux-mêmes tout à coup ne ressentent plus l'urgence de passer sur l'autre rive de l'Euphrate, prétendument pour en chasser les forces kurdes. On croirait presque qu'en fait ce n'était pas après ces dernières qu'ils en avaient mais bien après les troupes américaines qui les soutenaient. Le plus probable est que les deux présidents américain et turc, qui se sont parlé à ce qu'il semble plusieurs fois au téléphone, ont convenu de la suite des événements. Les Kurdes disent avoir reçu un coup de poignard dans le dos de la part des Américains, pour autant cela ne veut pas dire qu'ils sont abandonnés à la vindicte turque. Les Turcs ne vont pas se ruer sur eux dès l'instant où le dernier soldat américain aura quitté le sol syrien.

Suite en page 3

40 djihadistes tués après une attaque meurtrière contre des touristes

Vive riposte antiterroriste de l'armée égyptienne



Plusieurs raids ont été menés par les forces de sécurité égyptiennes au lendemain de l'attaque d'un bus de touristes vietnamiens près du Caire. Quarante terroristes ont été tués après l'attentat, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Lire page 2

Décès de cinq membres d'une même famille à Djelfa Le monoxyde de carbone tue encore

Page 3



Ouverture du Festival national Timimoun accueille les passionnés d'Ahellil

Page 13

40 djihadistes tués après une attaque meurtrière contre des touristes

Vive riposte antiterroriste de l'armée égyptienne

■ Plusieurs raids ont été menés par les forces de sécurité égyptiennes au lendemain de l'attaque d'un bus de touristes vietnamiens près du Caire. Quarante terroristes ont été tués après l'attentat, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Par Meriem Benchaouia

Les raids ont été menés contre des combattants djihadistes présumés à Guizeh, lieu de l'attaque de vendredi, et dans le Sinaï, selon le ministère. Ce dernier n'a pas précisé si les terroristes tués étaient impliqués dans l'attaque de vendredi soir. Il a cependant précisé les lieux des opérations : à Guizeh, où 30 d'entre eux ont été tués, et à Arish, dans le nord du Sinaï où les services de sécurité ont lancé en février une vaste offensive contre les djihadistes locaux qui se réclamaient de l'État islamique. De nombreuses armes, munitions et explosifs ont été retrouvés sur les lieux. «Ils planifiaient une série d'agressions contre le secteur du tourisme, les lieux de culte chrétiens et les forces de sécurité», ont-ils ajouté. Cet attentat est le premier contre des touristes en Égypte depuis juillet 2017. Le secteur crucial du tourisme a souffert de l'instabilité politique et des attentats de groupes extrémistes, dont le groupe djihadiste Etat islamique (EI), à la suite du soulèvement populaire de janvier 2011.

3 touristes vietnamiens et leur guide tués dans l'attaque de leur bus

Trois touristes vietnamiens ont été tués, ainsi que leur guide égyptien, dans l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur bus près du site des pyramides de Guizeh, la première attaque à viser des touristes en Égypte depuis juillet 2017. Le bus transportait quatorze touristes vietnamiens, a précisé le ministère dans un communiqué. L'attaque, qui a également blessé 10 touristes et le chauffeur du bus, s'est produite en fin d'après-midi dans le quartier d'Al-Mariouteya à Guizeh, en périphérie sud-ouest du Caire. Sur place, les forces de sécurité ont bouclé le périmètre autour du bus blanc au pare-brise fissuré et à la carrosserie endommagée. «Un engin artisanal a explosé lors du passage d'un bus transportant 14 touristes vietnamiens», a précisé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. «Il y a deux morts du côté des touristes et le guide touristique égyptien (blessé dans l'attaque) est également décédé», a annoncé devant les caméras le Premier

ministre Moustafa Madbouli, en déplacement à l'hôpital Al-Haram où les blessés ont été admis. Accompagné des ministres de la Santé et du Tourisme, Moustafa Madbouli a évoqué un «incident regrettable». «Il n'y a pas un seul pays où il ne se produit pas d'attaque», a-t-il souligné en réponse à une question sur les répercussions de cet attentat sur le tourisme, secteur-clé de l'économie en Égypte. «Nous devons savoir qu'il est possible que cela se répète à l'avenir», a ajouté M. Madbouli. «Aucun pays au monde ne peut garantir la sécurité à 100%».

Coup dur pour le tourisme

Il s'agit du premier attentat contre des touristes en Égypte depuis juillet 2017. Deux femmes étrangères avaient alors été tuées et quatre blessées dans une attaque au couteau sur une plage de la station balnéaire de Hourghada (est). Le secteur crucial du tourisme a souffert de l'instabilité politique à la suite du soulèvement populaire de janvier 2011, qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak. Depuis la destitution en 2013 par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi, l'Égypte a été la cible de nombreuses attaques menées par des groupes extrémistes, visant essentiellement les forces de sécurité et la minorité chrétienne copte, faisant des centaines de morts. En janvier



2016, trois touristes européens avaient été blessés à l'arme blanche, également à Hourghada. La sécurité a été

renforcée dans les sites touristiques en Égypte à la suite des attaques. Les experts ont régulièrement critiqué la négligence

des autorités autour du site des pyramides de Guizeh, un quartier plutôt défavorisé.

M. B.

L'Algérie condamne fermement l'attaque terroriste

LE MINISTÈRE des Affaires étrangères a condamné fermement, hier, l'attaque terroriste perpétrée vendredi soir contre un bus transportant des touristes dans le quartier d'Al-Mariouteya à Guizeh (Égypte), coûtant la vie à 4 personnes et faisant 11 autres blessés. «Nous condamnons fermement l'attaque terroriste perpétrée vendredi soir contre un bus de touristes dans le quartier d'Al-Mariouteya à Guizeh, en Égypte», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. «Au moment où nous nous inclinons à la mémoire des victimes de ce lâche acte de terrorisme, nous présentons nos condoléances les plus attristées aux familles des victimes, et exprimons notre solidarité avec le gouver-

nement égyptien frère ainsi qu'au gouvernement de la République socialiste du Vietnam», a ajouté le porte-parole. «Nous réitérons également notre soutien à la République arabe d'Égypte face à la menace terroriste qui ne peut en aucun cas porter atteinte à sa sécurité, sa stabilité et l'unité de son peuple, et nous relevons, ainsi, la nécessité de la conjugaison des efforts de la communauté internationale en vue d'œuvrer à l'éradication de ce phénomène aberrant», a affirmé le même responsable. L'explosion s'était produite en fin d'après-midi dans le quartier d'Al-Mariouteya à Guizeh, coûtant la vie à 4 personnes dont 3 touristes vietnamiens et la blessure de 11 autres, rappelle-t-on.

K. L.

Mouvement El-Islah

Filali Ghouini en appelle à l'élite politique

Le président du Mouvement El-Islah El-Watani, Filali Ghouini, a appelé hier l'élite politique et tous les partenaires sociaux à œuvrer pour l'unification des rangs afin de «relever les défis socio-économiques et sécuritaires auxquels fait face l'Algérie en cette conjoncture actuelle».

«Il est temps pour l'élite politique du pays d'agir et d'œuvrer pour l'unification des rangs en cette conjoncture actuelle. C'est avec l'union que l'Algérie peut relever des défis socio-économiques et sécuritaires majeurs», a souligné M. Ghouini lors d'une rencontre avec les cadres locaux du parti, tenue au siège de l'Office des établissements de jeunes (Odej) de la ville de Bouira.

«Le parti El-Islah soutient toute initiative de l'Etat allant dans le sens du consensus et du dialogue national afin de débattre des différentes questions d'actualité et qui préoccupent nos jeunes», a-t-il dit

Dans son discours, M. Ghouini a évoqué les élections pour le renouvellement partiel des membres du Sénat, souhaitant que les élus choisiront des sénateurs conscients et capables de travailler pour l'amélioration de la situation sur le plan social et économique. «Nous souhaitons que le choix des sénateurs réponde aux critères pouvant servir les intérêts suprêmes de la nation. Les futurs sénateurs doivent être aussi capables de représenter dignement le citoyen algérien», a insisté le patron d'El-Islah.

«Les élus doivent choisir les sénateurs de façon transparente sans qu'ils soient sous pression», a souligné l'orateur. Par ailleurs, M. Ghouini a saisi l'occasion pour réitérer son soutien à un cinquième mandat pour le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, jugeant qu'il «est le seul garant pour la poursuite du développement du pays et du processus de la réconciliation nationa-

le». «Nous réitérons notre appel au président de la République pour se présenter à un cinquième mandat afin de poursuivre ses efforts de réconciliation et les efforts du développement que connaît les différentes régions du pays», a-t-il ajouté, tout en reconnaissant qu'il existe des carences à combler afin de pourvoir répondre aux aspirations des jeunes algériens.

A propos de l'immigration clandestine (el-harga), Filali Ghouini a qualifié de très dangereux ce phénomène, qui, a-t-il déploré, «fait des dizaines de victimes en mer».

«Nos jeunes prennent des embarcations de fortune et traversent la mer à cause du chômage et des mauvaises conditions de vie», a estimé le président d'El-Islah, tout en appelant les hautes autorités du pays à répondre rapidement aux aspirations des jeunes avant que la situation ne se complique davantage.

Samah Y./APS

Bac, 5^e année primaire et quatrième moyenne

Les élèves subissent un rythme effréné de cours de soutien

■ Les candidats aux examens de fin d'année, baccalauréat, 5^e année primaire et quatrième année moyenne profitent des vacances scolaires pour rattraper leurs lacunes en doublant et même triplant les créances de cours de soutien, soit dans les établissements éducatifs ou chez des enseignants qui n'hésitent pas à doubler eux aussi leurs tarifs.

Par Thinhinene Khouchi

Durant ces vacances d'hiver, à chaque coin de rue on croise des groupes d'élèves qui voyagent de maison en maison, d'établissement en établissement afin de recevoir le plus grand nombre de cours particuliers possible. Déjà au niveau des établissements éducatifs, des enseignants ont assuré durant la première semaine de vacances des cours de soutien aux élèves qui passeront les examens de fin de cycles scolaires. Mais la majorité des élèves de peur de ne pas être à la hauteur le jour des examens ne se contentent pas que des cours de soutien fournis par leur enseignants au niveau des établissements éducatifs et doublent même triplent leurs créances de cours particuliers chez les enseignants qui n'hésitent pas à doubler et tripler leurs tarifs. Salma, candidate au Bac de cette année, filière scientifique qui se prépare à recevoir son premier cours de soutien de la journée au lycée ensuite deux autres cours particuliers chez ses enseignantes nous a confié que durant les deux semaines de vacances d'hiver elle passera ses journées à réviser les cours du premier trimestre chez ses enseignantes de maths, sciences, physique non pas à l'école mais chez elles. «Je ne peux pas me permettre de me reposer car j'ai un Bac à passer en fin d'année et j'espère l'avoir avec une bonne moyenne pour pouvoir faire la spécialité que je veux», nous explique-t-elle ajoutant «c'est vrai que c'est dur avec trois créances de maths et trois créances de sciences et



physique par semaine sans compter les cours des autres matières à apprendre par cœur, à savoir : des cours d'histoire géographique ainsi que sciences islamiques et j'en passe». Elle nous confie qu'elle est dépassée par ce grand nombre de cours particuliers qui finiront par peser sur elle. Son amie, candidate au Bac filière langues vivantes, elle aussi dépassée par ces cours si nombreux nous explique : ce n'est pas son choix mais celui de ses enseignants qui ont organisé leurs vacances. «C'est mon prof de maths qui a proposé de nous donner des cours de soutien supplémentaires durant les vacances pour mieux réviser les

cours du premier trimestre mais ils ne seront pas gratuits car il a aussi doublé les tarifs. Même cas pour mon prof d'anglais». Les élèves de 5^e année et quatrième année moyenne subissent aussi le même rythme effréné des cours de soutien. Désirant voir leurs enfants avoir de bonnes notes et réussir leurs examens de fin d'année, les parents d'élèves obligent leurs enfants à subir de longues heures de cours particuliers. Malheureusement ce qui était une exception il y a dix ans et une nécessité afin de corriger et de combler les lacunes de certains élèves est devenu aujourd'hui une tendance et une règle.

En effet, face à la chute du niveau de l'enseignement en Algérie ces dernières années, ce phénomène a pris une ampleur extraordinaire. Depuis, il est entré dans les mœurs et les parents d'élèves, peu importe leur appartenance sociale, y ont recours comme s'il s'agissait de la seule et unique planche de salut pour leurs enfants en proie à la médiocrité scolaire. Ainsi, avec de plus en plus de parents désireux de payer en faveur de ce qu'ils considèrent comme la clé de la réussite future de leurs enfants et avec des professeurs qui cherchent à trouver un moyen d'arrondir leurs fins de mois, le phénomène des cours particuliers en Algérie a très vite dégénéré.

T. K.

Décès de cinq membres d'une même famille à Djelfa Le monoxyde de carbone tue encore

Le monoxyde de carbone a, malheureusement, fait encore des victimes. En une journée, cinq membres d'une même famille sont décédés à Djelfa, suite à une intoxication au monoxyde de carbone, selon services de la Protection civile de la wilaya.

Chaque hiver, le monoxyde de carbone est responsable de plusieurs cas d'asphyxie. Les températures en baisse enregistrées dans plusieurs régions du pays, inciteront à l'utilisation «abusive» des appareils au gaz pour se réchauffer.

Ce qui cause souvent des dégâts, notamment dans des habitations vétustes, où les conduites de gaz sont mal entretenues et des appareils de chauffage et des chauffe-bains contre-

faits. Rien que pour la journée d'hier, l'unité secondaire de la Protection civile de la daïra de Messaâd, à 75 km au sud de Djelfa, est intervenue aux environs de 9h30 au village Athmane, à 3 km à l'est de la ville, pour évacuer cinq membres d'une même famille décédés suite à une intoxication au monoxyde de carbone. Selon les premières informations communiquées à ce sujet, il s'agit du père âgé de 31 ans, de la mère âgée de 29 ans, d'un enfant de 5 ans et deux jumeaux de 3 ans qui seraient morts intoxiqués par les émanations de monoxyde de carbone provenant du chauffage de leur domicile. Une enquête a été diligentée pour déterminer les causes exactes de cette tragédie familiale, est-il précisé de

même source.

Le nombre de décès par inhalation de gaz a atteint des proportions alarmantes ces dernières années. Les drames se succèdent en ce qui concerne ce phénomène, en dépit des nombreuses campagnes de sensibilisation et des mises en garde des différents services concernés sur les dangers des appareils de chauffage et de chauffe-eau. La mauvaise utilisation des appareils de chauffage et des chauffe-eau, leur non-conformité ou leur mauvais montage par des personnes non qualifiées sont souvent pointées du doigt. A cela s'ajoute l'absence d'une bonne aération dans les maisons. Jusqu'à présent, on parle d'appareils de contrefaçon. Des enquêtes ont été menées par le

département du Commerce et promis des mesures draconniennes contre l'importation d'appareils de contrefaçon.

Le ministère du Commerce a donc décidé de soumettre les appareils de chauffage à gaz à un contrôle systématique tant au niveau des frontières que sur le marché national. Reste que ces appareils non-conformes circulent et sont vendus un peu partout et continuent de provoquer des drames.

Aussi, le froid qui affecte l'ensemble des régions du pays, a été malheureusement accompagné de drames : des familles entières décimées par les gaz émanant d'appareils de chauffage à gaz ou à mazout, ou des chauffe-eau. Depuis le début de l'hiver, plusieurs personnes sont

LA QUESTION DU JOUR

Une page se tourne en Syrie

Suite de la page une

Ce qui par contre reste de Daech dans cette partie de la Syrie, et qui n'est pas négligeable, voudra profiter du départ des forces américaines pour tenter de leur reprendre le terrain qu'ils ont dû précédemment leur concéder. Cette possibilité aussi a dû être discutée entre Trump et Erdogan, et peut-être aussi avec Poutine. En fait, rien ne permet de dire que Daech a les moyens de revenir en force. Si depuis son apparition, seuls les Américains l'avaient combattu, il y aurait peut-être des raisons de craindre que leur départ de Syrie (car après tout ils sont encore présents en Irak, où d'ailleurs ils viennent d'installer une deuxième base dans la province d'el Anbar) se traduise par un redéploiement de Daech. Cela fait quelque temps déjà que celui-ci a cessé d'exister en tant qu'entité étatique ou pro-étatique. Il n'a pas encore été éradiqué, certes, néanmoins il n'a plus les forces de prendre une région pour l'occuper durablement. Contrairement à ce que laissent supposer les Français et les Britanniques, qui n'ont pas été prévenus par les Américains de leur départ, et qui pour cette raison se croient obligés de dire qu'eux par contre vont rester, qu'ils n'ont pas l'intention d'abandonner les Kurdes à leur sort. La vérité c'est qu'eux aussi vont devoir quitter la Syrie, pour la bonne raison qu'ils y sont depuis le début à l'ombre des Américains, qui leur assurent la logistique nécessaire. Si dans un mois, comme il se dit, les 2 000 soldats américains seront partis, alors on peut être sûr qu'il en sera de même des quelque centaines de soldats français et britanniques. Trump n'a même pas pris la peine d'appeler les responsables français et britanniques pour les prévenir de sa décision. Il s'est par contre entretenu à ce sujet avec les Turcs, et longuement à ce qu'il semble. Le premier d'ailleurs à annoncer le départ des soldats américains, ce n'était pas Trump, mais le ministre turc des Affaires étrangères, ce qu'il a fait depuis Doha.

M. H.

mortes, victimes du monoxyde de carbone. Les éléments de la Protection civile insistent sur le respect des consignes de sécurité. Il est indispensable de penser à ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage, d'aérer et de ne jamais obstruer les entrées et les sorties d'air de votre logement. En cas de danger, il est impératif d'ouvrir les fenêtres pour aérer mais également de fermer, en toute urgence, les robinets de la bouteille de gaz ainsi que le robinet d'arrêt du gaz de ville.

Louiza Ait Ramdane

Commerce

Ouverture en janvier de la période hivernale des soldes

■ La période hivernale des ventes en solde au titre de l'année 2019 démarrera en janvier prochain, et ce, à des dates différentes de ce mois selon les wilayas, a indiqué samedi le ministère du Commerce dans un communiqué.

Par Ihsane Gh.

« Il est porté à la connaissance des acteurs économiques (commerçants et professionnels) et consommateurs que la période hivernale des ventes en solde au titre de l'année 2019 démarrera prochainement à travers l'ensemble des wilayas et se déroulera durant la période comprise entre les mois de janvier, février et mars de l'année 2019 », note le communiqué.

Les dates de déroulement de ces soldes d'hiver, applicables à chaque wilaya, ont été fixées par arrêtés des walis concernés, en application des dispositions du



décret exécutif n° 06-215 du 18 janvier 2006 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au débailage.

L'organisation de ces ventes en solde «constitue une opportunité importante pour les commerçants afin de dynamiser et de promouvoir leurs activités et

offrent aux consommateurs l'occasion de bénéficier d'un choix plus varié et à des prix promotionnels de divers biens et services», précise le ministère.

Les services du ministère du Commerce (Administration centrale, Directions régionales et Directions de wilayas) restent à la disposition de l'ensemble des acteurs économiques (commerçants et professionnels) et consommateurs pour

toute information ou demande d'explication en contactant la cellule d'écoute du ministère du Commerce à travers l'adresse électronique www.commerce.gov.dz, ajoute le communiqué. Pour rappel, le décret exécutif de janvier 2006 stipule que «les ventes en solde constituent les ventes au détail précédées ou accompagnées de publicité et visant, par une réduction de prix, l'écoulement

accélééré de biens détenus en stock».

«Ces ventes en solde ne peuvent porter que sur des biens acquis par l'agent économique depuis trois mois au minimum, à compter de la date de début de la période des soldes, qui sont autorisées deux fois par année civile, soit en période hivernale et estivale», note le même texte.

I. Gh./APS

Ouargla

Le tramway, un moyen de transport moderne venu accompagner l'extension urbaine

Le service depuis une dizaine de mois, est l'un des grands projets retenus en 2018 en faveur de cette wilaya pour renforcer le transport urbain et accompagner l'extension de cette ville du Sud du pays.

La mise en exploitation de ce moyen de transport moderne n'a pas manqué de renforcer les atouts d'attractivité de cette ville saharienne et l'embellissement du cadre urbain de Ouargla à travers les multiples opérations de reconfiguration et d'aménagement urbain l'ayant accompagné et ayant apporté une valeur ajoutée et une touche de modernité tout au long de son tracé, à l'instar de la partie jouxtant le musée saharien ou le flanc Ouest de Ouargla, à la sortie de la ville, ou le tramway serpente de petites dunes de sable.

Bien qu'ils aient été réticents au lancement de ce projet structurant et contribuant à la modernisation de Ouargla et en dépit des désagréments en raison du retard accusé dans l'exécution des travaux du fait de la nature des reliefs sablonneux, de la perturbation du trafic routier et urbain, de la gêne causée aux commerces, et des dérangements fréquents causés par les coupures temporaires des réseaux d'électricité et de téléphonie, les habitants de la ville ont vite fini par l'adopter.

Après sa mise en service en

mars dernier, les habitants de la ville se sont aussitôt habitués à emprunter le tramway qui leur a apporté diverses prestations de confort, dont la ponctualité, la rapidité, et son exploitation sur une bonne tranche horaire, jusqu'à 23 heures, notamment pour ceux de la cité En-Nasr (périphérie de Ouargla) et les étudiants.

Employant plus de 400 agents permanents, des différents services techniques et administratifs, le tramway de Ouargla, le 5^e à être mis en service dans le pays par l'entreprise du métro d'Alger (EMA), à impact écologique et ayant nécessité pour sa réalisation un investissement de 40 milliards DA, assure la couverture d'un réseau long de 9,7 km avec une capacité de transport de plus de 3 000 passagers/heure.

Son tracé est jalonné de 16 stations, de la cité En-Nasr au

centre-ville, via les pôles universitaires, la gare multimodale, diverses institutions, édifices publics, et entreprises.

Le tramway pour l'impulsion d'autres domaines d'activités

Le tramway d'Ouargla, dont la conception a été adaptée à la nature et au climat sahariens, constitue la concrétisation d'engagements faits par les pouvoirs publics pour l'amélioration du cadre de vie de la population locale, et la dynamisation des différents secteurs et domaines d'activités économiques, a estimé Hadj Chetoui, un notable de la ville.

Pour le directeur du tourisme et de l'artisanat (DTA), Abdallah Belaid, «toute relance des activités touristiques dans la région requiert la mise en forme de projets structurants, à l'instar du

tramway, l'aménagement de structures aéroportuaires, susceptibles d'apporter un plus au tourisme dans la région».

Approchée par l'APS, M^{me} Rabéa, quadragénaire, a énuméré divers avantages offerts par ce moyen de transport urbain, soulignant que «le tramway lui permet d'accompagner son fils (8 ans) aux besoins spécifiques, dans des conditions confortables au centre spécialisé existant au centre ville de Ouargla». Abondant dans le même sens, Djamel, employé à l'université de Ouargla, a évoqué la propreté et la sécurité parmi les avantages offerts par le Tramway et faisant défaut chez les transporteurs privés, avant d'émettre le souhait de voir cette propreté perpétuée par l'implication de tout un chacun pour la préservation de cet acquis.

Près de 2 200 passagers

empruntant le tramway se sont abonnés, au premier mois seulement de sa mise en service, selon les responsables de Setram, ajoutant que l'opération n'a cessé depuis de connaître une tendance à la hausse de la part aussi les citoyens, notamment les étudiants et les travailleurs.

L'on a estimé alors que ce nombre était relativement important par rapport à la courte durée de lancement du tramway, traduisant ainsi l'efficacité de ce service public.

La nouvelle formule d'abonnement unique, entre Setram et l'entreprise publique de transport urbain et semi-urbain (Etus), portant sur un abonnement mensuel de 1 200 DA, lancée le 5 juillet dernier, permet aux passagers de circuler librement avec leurs moyens de transport.

Safy T.

Médéa

Près de 6 000 foyers raccordés au gaz naturel dans onze localités

Au total, 5 901 foyers à travers onze localités de la wilaya de Médéa, ont été raccordés, durant l'année 2018, au réseau de distribution local de gaz naturel, a-t-on appris samedi auprès de la direction de distribution d'électricité du gaz de Médéa.

Ces nouveaux raccordements ont été réalisés, a-t-on indiqué, au titre de la deuxième tranche du programme quinquennal 2010/2014, mais également grâce aux diffé-

rentes subventions affectées au secteur de l'énergie, dans le cadre du programme complémentaire 2013 et du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (FSGCL), qui ont permis la prise en charge de ce nombre important de communes, a-t-on signalé.

Un réseau de distribution de 409 km a été réalisé pour le raccordement «total ou partiel» des localités de Bouskène, El-Omaria,

Mihoub, Sedraya, Khems-Djouamaa, Beni-Slimane, El-Hamdana, Guelb-el-Kebir, Souagui, Tiet-Douairs et Ouled Antar, alors que d'autres agglomérations urbaines secondaires, relevant de ces mêmes localités, seront raccordées «prochainement» à ce réseau, de façon à couvrir la totalité des centres urbains, a fait savoir la même source.

R. N.

Produits alimentaires et médicaments

Hausse des importations sur les onze premiers mois

■ La facture globale des importations des produits alimentaires a enregistré une légère hausse durant les onze premiers mois de 2018, tirée essentiellement par les importations des groupes céréales, semoules et farines ainsi que des tourteaux et résidus de l'extraction de soja, a appris l'APS auprès des Douanes algériennes.



Par Salem K.

La facture globale d'importation du Groupe des produits alimentaires, représentant près de 19% des importations globales, a atteint 7,844 milliards de dollars (mds usd) entre janvier et fin novembre 2018 contre 7,767 mds usd durant la même période de 2017, en hausse de 77 millions de dollars (+0,99%), précise le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnstdi).

Par catégories de produits, la facture des importations des céréales, semoules et farines a grimpé à 2,844 mds usd contre 2,552 mds usd, soit une aug-

mentation de plus de 292 millions de dollars (+11,46%) entre les deux périodes de comparaison.

Quant aux importations des tourteaux et résidus de l'extraction de soja, elles se sont chiffrées à 587,4 millions usd contre 386,95 millions usd, en hausse de 200,44 millions usd (+51,8%).

En revanche, cinq principaux produits alimentaires (lait et produits laitiers, sucre et sucres, café et thé, légumes secs et viandes) ont connu des baisses.

Ainsi, le lait et produits laitiers ont été importés pour 1,287 mds usd contre 1,312 mds usd, en baisse de 25 millions usd (-1,93%).

Concernant les sucres et

sucreries, ils ont été importés pour 771,04 millions usd contre 958,4 millions usd, soit une diminution de 187,34 millions usd (-19,55%).

Les légumes secs ont également reculé à 300,7 millions usd contre 376,21 millions usd, en baisse de 75,52 millions usd (-20,07%).

De même, les importations du café et thé ont baissé à 342,54 millions usd contre 396 millions usd, en baisse de 53,45 millions usd (-13,5%).

Les importations des viandes ont également reculé à 168,53 millions usd contre 181,52 millions usd, en baisse de 13 millions usd (-7,16%).

En dehors de ces sept principaux produits, le reste du

Groupe des produits alimentaires a été importé pour 1,54 mds usd de janvier à fin novembre 2018 contre 1,60 mds usd à la même période de 2017.

Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont totalisé 912,63 millions usd contre 813,28 millions usd, en hausse de 99,35 millions usd (+12,22%). Ainsi, la facture globale du Groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire s'est chiffrée à 8,75 mds usd entre janvier et fin novembre 2018 contre 8,58 mds usd sur la même période de 2017.

Poursuite de la hausse des importations des médicaments

Pour ce qui concerne la facture d'importation des médicaments (classées dans le Groupe des biens de consommation non alimentaires) durant les onze premiers mois de 2018, elle s'est établie à 1,942 mds usd contre 1,723 mds usd à la même période de 2017, en hausse de 219 millions usd (+12,7%).

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires, avaient été mis en place dès le début de l'année dans le but de réduire le déficit commercial et de promouvoir la production nationale.

Il avait ainsi été décidé de la suspension provisoire d'importation de plus de 800 produits et l'instauration de mesures à caractère tarifaire prévues par les dispositions de la loi de finances pour 2018, et ce, à travers l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30% et le relèvement des droits de douane pour des produits alimentaires.

En outre, la loi de finances complémentaire 2018 a institué un Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), non encore appliqué, pour les opérations d'importation de biens, qui est fixé entre 30% et 200%, qui sera perçu en sus des droits de douane.

S. K./APS

Après des chiffres bien accueillis sur les stocks américains

Les cours du pétrole remontent

Les cours du pétrole ont avancé vendredi à Londres et New York à l'issue d'une semaine empreinte de volatilité, les investisseurs profitant en fin de semaine de chiffres relativement favorables sur les stocks de pétrole américains.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, dont c'est le dernier jour de cotation, a fini à 52,20 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 4 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de

«light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a pris 72 cents à 45,33 dollars.

Après avoir évolué en dents de scie cette semaine, les cours du baril terminaient sur une note positive, aidés par un rapport de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) montrant une stabilisation des stocks de pétrole brut lors de la semaine achevée le 21 décembre.

Les analystes anticipaient certes un repli de 3,4 millions de barils mais «le chiffre de l'EIA a été bien accueilli en raison du bond des stocks rapporté par l'API», la fédération privée

American Petroleum Institute, qui publie des chiffres réputés moins fiables, a noté James Williams de WTRG.

Celle-ci avait signalé un peu plus tôt une hausse hebdomadaire des stocks de 6,92 millions de barils.

Malgré le rebond de vendredi, «la hausse des prix devrait être limitée en raison des craintes d'une offre trop abondante et d'une croissance mornie de la demande», a prévenu Lukman Otunuga, analyste chez FXTM.

Les cours ont en effet perdu près de 40% depuis le début du mois d'octobre pour ces mêmes

raisons. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), et son partenaire russe, semblent avoir saisi l'urgence de la situation, n'écartant pas une possible réunion d'urgence pour prendre de nouvelles mesures et limiter les risques de surabondance de l'offre de brut sur le marché.

Ces mesures pourraient s'ajouter à une récente décision du cartel et de ses partenaires de faire baisser collectivement leur production d'or noir de 1,2 million de baril par jour.

«Une réunion est déjà prévue en avril mais si la situation ne

s'améliore pas et que les finances de ces pays continuent à se dégrader, il n'est pas impossible que la réunion soit avancée à mars, voire avant», a noté M. Williams.

Chine/États-Unis La Chine autorise les importations de riz des États-Unis

LA CHINE autorise désormais les importations de riz depuis les États-Unis, a déclaré l'Administration générale des douanes dans un communiqué publié vendredi sur son site Internet.

Une liste des normes d'inspection et des exigences en matière de quarantaine a également été détaillée par le communiqué. La décision a été prise en vertu des lois et règlements chinois et d'un accord sur le protocole phytosanitaire pour les exportations de riz des États-Unis vers la Chine, conclu par les deux pays.

Yanis F.

Royaume-Uni

L'accord de Brexit pourrait être accepté si la question du «backstop» est clarifiée

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, a déclaré vendredi que l'accord sur le Brexit pourrait être adopté par le Parlement à la condition que l'Union européenne (UE) clarifie le fait que la mesure de «backstop» sera limitée dans le temps.

«S'il (le backstop) est temporaire, le Parlement pourrait l'accepter», a déclaré M. Hunt dans une interview auprès des médias locaux. «Nous pouvons le faire passer (l'accord sur le Brexit), nous le pouvons absolument», a-t-il dit.

Le «backstop» est une mesu-

re conçue pour éviter les contrôles douaniers entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Certains Britanniques, en particulier parmi les partisans du Brexit, y voient un piège pour conserver le Royaume-Uni dans l'UE et reporter ainsi en termes concrets

le «divorce».

Selon M. Hunt, la destinée de l'accord sur le Brexit est entre les mains de l'UE. Toutefois, l'UE a de son côté souligné que l'accord trouvé sur le Brexit était «le meilleur» et qu'il ne serait pas renégocié.

Younès G.

Année 2018 à Tébessa

Détermination à faire des communes frontalières des pôles agricoles par excellence

■ Avec la détermination de faire sortir les communes frontalières de la wilaya de Tébessa de «l'anonymat» et l'ambition d'en faire des localités prospères, l'année 2018 à l'antique Théveste a été marquée par la concrétisation de plusieurs projets de développement dans le secteur agricole.

Par Zineddine L.

L'amélioration des conditions de vie des habitants des communes frontalières, leur stabilisation dans leur région et l'ouverture de nouveaux horizons pour les jeunes de ces collectivités sont le moteur d'une stratégie sur laquelle les autorités locales misent beaucoup. Mise en valeur des terres, modernisation du système d'irrigation, mécanisation de l'agriculture, facilitations et accompagnement des jeunes, sont autant d'approches utilisées pour faire émerger les dix communes frontalières de cette wilaya.

Mise en valeur de 34 000 hectares dans les communes frontalières

Dans le cadre de la concrétisation du programme du gouvernement visant le développement des zones frontalières, une vaste opération de mise en valeur de terre a été lancée en 2018, ciblant 34 000 hectares. A cet effet, cinq périmètres agricoles ont été créés en coordination avec la direction des domaines publics, répartis sur les communes de Négrine, Bir El-Ater et Ferkane, où de 200 à 1 000 hectares ont été attribués à quelque 579 jeunes agriculteurs. «L'opération a connu un engouement et beaucoup de jeunes se

projetent dans des projets dans le secteur agricole», indique à l'APS le directeur local des services agricoles (DSA), Makhlouh Homri. Et d'ajouter : «En coordination avec le Bureau national d'études pour le développement rural (Bneder), l'opération d'attribution des décisions permettant aux jeunes d'exploiter ces terres se poursuit et avance à un rythme acceptable». «La mise en valeur de cette zone agricole permettra l'extension de la superficie agricole exploitée dans la wilaya de Tébessa, estimée à 312 000 ha, et soutiendra la volonté de diversifier la production agricole et développer les différentes cultures des légumes, fruits, céréales, olives et dattes notamment», ajoute-t-il. Le DSA évoque également l'oléiculture dans les communes frontalières qui enregistre à Safsaf El-Ouesra, Bir El-Ater, Négrine et Bekaria notamment, une «progression remarquable», avec la réalisation d'une production avoisinant les 70 000 quintaux d'olives et 1,3 million de litres d'une «des meilleures qualités d'huile d'olive à l'échelle nationale». Des productions «record» sont signalées en cette fin d'année 2018 pour ce qui concerne la pomme de terre d'arrière saison dans les communes frontalières d'El-Houidjbet et Oum Ali, ainsi que plusieurs autres localités, où 1,4 million de quintaux ont été réalisés à la faveur, assure-t-on, d'une «détermination sans faille» d'élargir la



superficie réservée pour la pomme de terre, passée de 2 600 hectares à 2 970 ha. Pour les agriculteurs des zones frontalières rencontrés par l'APS, «un défi a été relevé» et sont unanimes à souligner que le prochain défi est d'«assurer des aires de stockage et des espaces de commercialisation pour ces produits».

L'eau, nerf du programme de développement des zones frontalières

Dans les communes d'El Ouenza, El-Mridj et Ain Zarga, où le programme d'extension des terres agricoles table sur 43 000 hectares, la mobilisation de l'eau est devenue «le souci majeur» des autorités locales, affirme M.

Homri. «Jusqu'à-là, 400 dossiers relatifs à l'octroi d'autorisations pour la réalisation de puits ont été étudiés en coordination avec les services des ressources en eau», relève le DSA. Et de souligner : «La réalisation des premiers puits et la mobilisation d'eau permettra aux agriculteurs de diversifier leur production et encouragera d'autres à se stabiliser dans les zones frontalières pour faire des activités agricoles leur gagne-pain». Le même responsable souligne également les efforts déployés dans le raccordement de ces zones à l'électrification rurale, considérant que «l'électrification rurale est l'autre chantier de ce vaste projet de développement des zones frontalières». Aussi, dans le but de poursuivre le programme de développement et de réhabilita-

tion des dix communes frontalières de la wilaya de Tébessa, la DSA a tracé un programme visant l'amélioration du cadre de vie des habitants, comprenant également l'ouverture des pistes agricoles.

Il s'agit de l'ouverture de 160 km de pistes rurales agricoles dans les 10 communes ciblées, l'aménagement de 420 km de pistes supplémentaires, détaille M. Homri. Le même responsable a ajouté qu'il est prévu, dès 2019, de distribuer près de 1 000 ruches d'abeilles au profit des apiculteurs de ces zones, dans le but de soutenir et de renforcer la production de miel dans cette wilaya frontalière qui a enregistré une production de 1 100 quintaux au cours de la dernière saison.

Z. L./APS

Ghardaïa

Près de 950 logements publics locatifs attribués durant 2018

Pas moins de 950 logements publics locatifs (LPL) ont été distribués à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Ghardaïa durant l'année 2018, a-t-on appris auprès des responsables de la direction du logement (DL) de la wilaya. Ces logements font partie d'un programme de 2 705 unités de même type retenues

en faveur de la wilaya, alors que le reste des logements (1 755) sont en cours de parachèvement, a indiqué à l'APS le directeur du secteur Abdelhalim Mellat. Neuf cent treize logements ruraux ont été réalisés dans la même période par les bénéficiaires après avoir reçu une aide de l'Etat, a fait savoir le

même responsable, précisant que 2 335 parcelles de terrain d'une superficie de 200 à 250 m² ont été également attribuées pour l'autoconstruction. Au total, 27 756 parcelles de terrain sur un quota de 30 000 parcelles retenues pour la wilaya de Ghardaïa ont été déjà attribuées, dont 11 852 bénéficiaires ont entamé

réellement les travaux de construction de leur logement, selon ce responsable. «Les pouvoirs publics sont engagés à accélérer le rythme de réalisation de ces programmes d'habitat social pour répondre au mieux aux attentes des populations de la wilaya, en application de l'instruction interministérielle (N° 6 du

1 décembre 2012) relative au développement de l'offre de foncier public dans le Sud afin d'y résorber le déficit en logements accumulés durant des années et donner aux citoyens le moyen d'accéder à un lot de terrain à bâtir viabilisé», a rappelé M. Mellat. Le programme de logement (1 370 LPL, 100 logements AADL et 2 832 logements ruraux) est en cours de réalisation sur le site du nouveau pôle Urbain de Hassi El Garaa, dans la wilaya déléguée d'El Meneaa, qui s'étend sur une superficie de plus de 600 hectares, a-t-il fait savoir. Le parc de logement de la wilaya de Ghardaïa se compose de plus de 103 500 unités, tous types confondus, avec un taux d'occupation du logement (TOL) estimé à 5,39 personnes par habitation, selon les données du secteur.

Tiaret

Plus de 55 000 ha pour l'investissement agricole

Plus de 50 000 ha de terres sont réservés dans la wilaya de Tiaret à l'investissement agricole à travers des périmètres de mise en valeur, a annoncé le wali, Abdesslem Bentouti, lors de la 4e session de l'APW. Ainsi, quelque

5 200 ha ont été dégagés au profit de l'Instance arabe de développement et d'investissement agricole au niveau des périmètres des communes de Madna et Sidi Abderrahmane. L'instance a lancé la réalisa-

tion de ces projets durant l'actuelle saison agricole, après la réception de contrats. Elle a engagé des investissements dans plusieurs filières agricoles stratégiques dont les cultures céréalières, la production du lait, les viandes, la pomme de terre et autres. Le même responsable a ajouté que le «Holding El Madar», une entreprise publique a obtenu un accord de principe pour bénéficier d'une surface dans la commune de Faïgua, pour la culture du tabac. L'affectation de cette surfa-

ce se fera progressivement. L'entreprise publique recevra d'abord 1 000 ha pour lancer cette expérience.

La superficie sera augmentée en cas de réussite de ce type de culture, a-t-on précisé. Le wali a indiqué que 360 investisseurs ont fait part de leurs intentions de lancer des projets. Ceux-ci ont été classés en fonction de leurs moyens financiers et des volumes des investissements à engager.

S. H.

Anissa H.

Sahara occidental

Kohler briefe le Conseil de sécurité en janvier

■ L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, est attendu en janvier à New York pour briefe le Conseil de sécurité sur la dernière table ronde de Genève et les démarches qu'il compte entreprendre en prévision de la relance du processus onusien.

Par Rach G.

Le Conseil de sécurité recevra probablement, lors de cette réunion, un autre briefing par le département des opérations de maintien de la paix sur la Mission de l'ONU pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso), dont le mandat s'achève le 30 avril prochain, indique l'agenda prévisionnel de cet organe onusien pour le mois de janvier. Ces consultations interviennent en application de la résolution 2440 qui demande au secrétaire général de l'ONU de tenir le Conseil de sécurité informé de l'évolution de la situation au Sahara occidental, trois mois après l'adoption de la résolution ou à chaque fois qu'il le juge opportun. Selon la même source, la réunion sera fort probablement sanctionnée par une déclaration dans laquelle le Conseil de sécurité devrait se féliciter des premières discussions de Genève, réitérer le soutien à Horst Kohler tout en souli-

gnant l'élan généré par la reprise des négociations directes entre les parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc. Depuis une année, la question du Sahara occidental revient en force sur l'agenda de paix du Conseil de sécurité, appuyée par les Etats-Unis qui veulent mettre fin à ce conflit gelé. Washington, agacé par le blocage du processus de paix, a maintenu la pression au Conseil de sécurité pour soutenir une relance des négociations à l'arrêt depuis 2012. La délégation américaine à l'ONU avait évoqué en octobre dernier «une nouvelle approche» des Etats-Unis pour le règlement de ce conflit, affirmant qu'il ne peut plus y avoir «de business as usual» avec la Minurso et le Sahara occidental. «Premièrement, il ne peut plus y avoir de statu quo au Sahara occidental. Deuxièmement, nous devons apporter tout notre soutien à l'envoyé personnel Kohler dans ses efforts pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermi-



nation du peuple du Sahara occidental», avait, alors, déclaré l'ambassadeur adjoint américain, Jonathan Cohen. Plus affirmatif, Jonathan Cohen avait indiqué que «le Conseil de sécurité ne laissera pas la Minurso et le

Sahara occidental retomber dans l'oubli». A peine deux mois après le vote prorogeant le mandat de la Minurso, la Maison-Blanche, par la voix du chef du National Security Council (NSC), John Bolton, a exprimé sa frustration

devant le blocage que connaît la question du Sahara occidental, affirmant qu'il était temps à la mission onusienne d'accomplir son mandat.

R. G./APS

Tunisie

Bientôt une stratégie exceptionnelle pour combattre le terrorisme

Une stratégie offensive exceptionnelle sera bientôt mise en place au profit des gouvernorats tunisiens de Kasserine, le Kef et Jendouba, pour combattre le terrorisme, a rapporté l'agence TAP, citant le ministre tunisien de l'Intérieur, Hichem Fourati. Lors d'une visite d'inspection effectuée dans certaines localités tunisiennes, Fourati a indiqué que «cette stratégie sera basée sur l'anticipation, la prévention et la défense comme alternative au plan d'action en vigueur», précisant que «cette stratégie tend à offrir les garanties d'accès aux lieux de retranchement des groupes terroristes». Il s'agit également de renforcer le contrôle à l'entrée et à la sortie des villes et d'appuyer les services de renseignement. Dans un premier temps la stratégie sera expérimentée dans le gouvernorat de Kasserine, en attendant sa généralisation dans les régions du Kef et de Jendouba. Il est aussi question de renfort logistique et humain, lequel sera mis à niveau de manière à garantir la réalisation des objectifs liés à la sécurité et la stabilité, a indiqué le ministre. Au sujet des mouvements de protestation qu'a connus la ville de Kasserine lors des derniers jours, Fourati a fait savoir que l'enquête préliminaire avec les personnes arrêtées a révélé que «5 individus à bord d'une voiture de location ont distribué de l'argent et des cartes de recharge téléphoniques aux manifestants pour attiser la situation dans la région et dans le pays en général». Le ministre tunisien de l'Intérieur a assuré

que «ces personnes ont été interpellées par la police», affirmant que «le département est déterminé face à tous les mouvements de protestation nocturnes qui prennent pour cible les biens publics et privés et qu'il œuvrera, en contrepartie, à garantir la protection des manifestations pacifiques qui se tiennent le jour». Mercredi soir, de nouveaux heurts ont éclaté entre des jeunes manifestants et les forces de l'ordre tunisiennes dans la ville de Kasserine, dans l'ouest de la Tunisie, où un journaliste est décédé après s'être immolé par le feu, selon l'agence TAP. Les quartiers Ennour et Ezzouhour de la ville étaient le théâtre de heurts depuis la soirée de lundi dernier entre les unités de sécurité et des jeunes manifestants qui ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les agents de sécurité, les obligeant à faire usage de gaz lacrymogènes pour les disper-

ser, sur fond de la mort du photographe Abderrakazek Zorqui après une immolation par le feu dans des circonstances non encore élucidées, et sans soulever aucune revendication, rappelle l'agence de presse. Ces manifestations ont été accompagnées par des incidents et la destruction de caméras de surveillance du ministère de l'Intérieur installées à l'intersection des deux quartiers. Pour rappel, les journalistes tunisiens observeront une grève générale le 14 janvier prochain en signe de protestation contre leur situation socio-économique et ce, suite au décès de leur collègue, Abderrzak Zorqui, avait annoncé le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT). Abderrzak Zorqui avait mis en ligne, quelques heures avant de passer à l'action, une vidéo dans laquelle il manifestait son déniement quant à la détérioration de la situation socio-écono-

mique de toute sa région. Les autorités tunisiennes ont déjà ouvert une enquête d'investigation dans les circonstances de cet incident puisque, d'après certains médias locaux, cette tentative de suicide n'était pas volontaire et que des soupçons ont été avancés pour dire qu'il s'agit d'un meurtre à préméditation.

Arrestation d'un suspect impliqué dans le crime d'Oued Ellil

Le Colonel Housseem Eddine Jebabli, porte-parole de la Garde nationale, a déclaré dans la matinée d'hier que l'homme suspecté d'être l'auteur du quadruple meurtre à Oued Ellil a été arrêté dans la soirée du vendredi à samedi à une heure tardive. Selon le Colonel Jebabli, les unités ont concentré leurs recherches au niveau des régions frontalières et les côtes. Les forces de l'ordre ont

réussi à arrêter le suspect âgé de 28 ans à la plage d'El Oglia à Zarzis, à 23 heures 54 minutes. Le jeune homme a mis le feu à ses vieux vêtements pour effacer les preuves, ajoutant que son état psychologique est normal. Des examens médicaux sont en cours pour examiner si l'individu avait consommé de la drogue. Il faut savoir que le suspect travaillait comme technicien au ministère de la Culture et avait en sa possession une somme d'argent. Lors de son arrestation, il a affirmé vouloir rester chez un ami. Toujours selon le porte-parole de la Garde nationale, le suspect affirme ne pas être au courant du décès des membres de sa famille, assurant que ses sœurs et sa mère se portent bien. Le suspect est interrogé par la sous-direction des affaires criminelles de la Garde nationale. Farid M.

Mauritanie

Les partisans du président Aziz font le forcing pour un 3^e mandat

En Mauritanie, la polémique s'accroît autour d'un éventuel troisième mandat du président mauritanien. Mohamed Ould Abdel Aziz a dit et répété qu'il ne sera pas candidat en 2019 après dix ans au pouvoir. Mais ses partisans ne l'entendent pas de cette oreille. Pour le convaincre d'aller vers un troisième mandat, les ressortissants de toutes les régions multiplient depuis plusieurs semaines les meetings dans la capitale. Jeudi soir, ce sont les cadres de la région de l'Adrar qui se sont réunis à Nouakchott. Les ressortissants de l'Adrar ont rempli le Palais des congrès de Nouakchott à la faveur d'une démonstration de force qui rappelle les

ferveurs des campagnes électorales. Ils ont énuméré les réalisations du chef de l'Etat dans divers domaines, notamment en matière de sécurité et d'infrastructures. Mais pour eux, l'œuvre entamée il y a dix ans n'est pas achevée. «La majorité présidentielle, présente dans cette manifestation et dans d'autres, pense que nous avons besoin de continuer ce programme-là et de continuer avec le président de la République actuel, qui est l'auteur justement de ce changement-là. Ces changements que nous souhaitons ne sont pas encore terminés», estime le président du Conseil régional de l'Adrar, Yahya Abdel Taha Ba. Le président mauritanien ne peut se

représenter sans amender la Constitution. C'est ce que rappelle le premier vice-président du Rassemblement des forces démocratiques, Mohamed Mahmoud Ould Lemat. «Les dispositions de la Constitution concernant la durée du mandat du président de la République sont verrouillées. Il est interdit au chef de l'Etat de les toucher par voie référendaire». Interrogé sur ses meetings qui appellent à un troisième mandat, le porte-parole du gouvernement mauritanien a précisé que le gouvernement ne se sentait pas concerné par ces déclarations et que la liberté d'opinion était garantie dans le pays.

S. A./RFI



Arabie saoudite

Pour le nouveau chef de la diplomatie, le pays n'est pas en crise

■ Le nouveau chef de la diplomatie saoudienne Ibrahim al-Assaf a affirmé cette semaine à l'AFP que son pays n'était pas en crise après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi, une affaire au retentissement international qui a terni l'image du royaume pétrolier.

Par Rosa C.

M. Assaf, un ancien ministre des Finances arrêté l'année dernière dans le cadre d'une campagne "anti-corruption", a remplacé Adel al-Jubeir dans le cadre d'un remaniement ministériel surprise jeudi, ordonné par le roi Salmane.

Ces derniers mois, M. Jubeir avait vigoureusement défendu le prince héritier Mohammed ben Salmane, qui tient de facto les rênes du pays, après le meurtre du Saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat de son pays à Istanbul le 2 octobre.

Riyad nie toute implication du prince héritier dans ce meurtre, dont le royaume continue de subir les retombées, tandis que des médias turcs et américains, ainsi que la CIA, le soupçonnent de l'avoir commandité.

"L'affaire Khashoggi (...) nous a vraiment tous attristés", a dit M. Assaf, dans sa première interview depuis sa nomination.

"Mais, tout bien considéré, nous ne traversons pas de crise,



nous sommes dans une phase de changement", a-t-il ajouté, en référence aux réformes sociales et économiques engagées par le prince héritier.

M. Jubeir a été nommé ministre d'État aux Affaires étrangères, mais son successeur a rejeté que cela puisse être considéré comme une rétrogradation. "C'est loin de la vérité. (M. Jubeir) a représenté l'Arabie saoudite et continuera de représenter l'Arabie saoudite (...) dans le monde. On se complète", a-t-il dit.

Les autorités soutiennent que le journaliste Jamal Khashoggi, un critique du prince héritier, a

été tué lors d'une "opération hors de contrôle" de l'État, menée par deux responsables qui ont été destitués depuis.

La nomination d'un nouveau chef de la diplomatie fait partie d'une série de décrets royaux annonçant un remaniement ministériel, qui laisse néanmoins inchangés les plus importants portefeuilles, hormis celui des Affaires étrangères.

Âgé de 69 ans, M. Assaf hérite du ministère après une politique étrangère combative menée par le prince héritier avec notamment le blocus imposé au Qatar voisin, une campagne militaire dévastatrice au Yémen voisin et une crise diplomatique avec le Canada.

De plus, l'affaire Khashoggi a mis en difficulté la relation avec l'allié américain, le Sénat américain ayant adopté deux résolutions antisauoudiennes, la première appelant le président Donald Trump à "retirer les forces armées américaines des hostilités au Yémen" sauf celles engagées dans la lutte contre Al-Qaïda, et la seconde "estimant que Mohammed ben Salmane est responsable du meurtre" de Jamal Khashoggi.

Interrogé si son défi majeur serait de réparer l'image de son pays, M. Assaf a répliqué: "je ne dirai pas 'réparer' car la relation entre mon pays et une vaste majorité de pays dans le monde est excellente".

Ibrahim al-Assaf figurait parmi des dizaines de personnalités influentes accusées de corruption et arrêtées en novembre 2017 puis détenues au Ritz-Carlton à Ryad. Il avait repris le travail en janvier 2018 après que "son innocence a été établie", selon les autorités.

Sa nomination à la tête du ministère des Affaires étrangères montre que le gouvernement cherche à intégrer de nouveau la vieille garde expérimentée, qui avait été marginalisée par le jeune prince héritier, surnommé MBS, selon des experts.

"Le roi Salmane veut soutenir son fils en nommant des technocrates chevronnés comme Assaf qui ne sont pas du cercle rapproché de MBS (...). Inclure dans le gouvernement des membres d'une génération plus âgée servira à contrôler certaines impulsions de MBS", a affirmé Becca Wasser, analyste à la RAND Corporation basée aux États-Unis.

Ibrahim al-Assaf, qui siège au Conseil d'administration du géant pétrolier saoudien Aramco et du Fonds public d'investissement saoudien (PIF), a indiqué que sa nomination aiderait à apporter de l'expérience financière aux affaires de politique étrangère.

Pour lui, "les relations économiques dominent aujourd'hui les (affaires) étrangères".

R. C.



Points chauds

Financement

Par Fouzia Mahmoudi

La promesse de campagne de Donald Trump d'un mur avec la frontière mexicaine n'aura jamais été aussi pertinente qu'en ce moment avec les caravanes de migrants qui continuent à s'entasser du côté mexicain en espérant forcer d'une manière ou d'une autre l'entrée vers les États-Unis. D'ailleurs le président Républicain n'a pas manqué ces dernières semaines de vanter sa clairvoyance concernant l'immigration illégale et de continuer à défendre avec véhémence la construction de ce mur colossal qui nécessite des moyens financiers d'envvergure. Et cette semaine le président américain a menacé de fermer la frontière entre les États-Unis et le Mexique si les Démocrates du Congrès n'acceptaient pas de financer la construction de son mur. Un différend qui provoque la paralysie partielle de l'administration fédérale depuis le 22 décembre. "Nous allons être contraints de fermer la frontière sud complètement si les Démocrates Obstructionnistes ne nous donnent pas l'argent pour terminer le mur?", a tweeté Donald Trump, en leur demandant également de "changer les lois ridicules sur l'immigration dont leur pays est affublé". Le milliardaire a ensuite dit qu'il considérerait une telle fermeture comme une "opération rentable?", arguant du fait que "les États-Unis perdent tellement d'argent en faisant du commerce avec le Mexique avec l'Alena, plus de 75 milliards par an, sans inclure l'argent de la drogue qui serait plusieurs fois ce montant?". L'accord de libre-échange nord-américain (Alena) qui lie le Canada, le Mexique et les États-Unis a été régulièrement dénoncé par Donald Trump, qui a exigé de ses voisins qu'il soit renégocié. Un nouvel accord visant à le remplacer a été signé fin novembre. Poursuivant une série de tweets, il a réitéré sa menace plusieurs fois: "Nous construisons un mur ou fermons la frontière sud.?" En novembre, le président américain avait déjà menacé de fermer la frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration clandestine. Les négociations entre Démocrates et Républicains ont échoué jeudi à mettre fin au "shutdown?" aux États-Unis. La paralysie partielle des administrations fédérales, qui a mis des centaines de milliers de fonctionnaires au chômage forcé, va donc se prolonger au moins jusqu'à la semaine prochaine. Reste à savoir si cette négociation débouchera sur une solution viable et surtout si Trump obtiendra satisfaction alors qu'il semble décidé à ne rien lâcher et à faire financer son mur d'une façon ou d'une autre.

F. M.

Intempéries

Les États-Unis balayés par une tempête de neige et de fortes pluies

Au moins six personnes sont décédées dans des accidents provoqués par des intempéries aux États-Unis, où des bourrasques de neige, des vents violents et de fortes pluies perturbent les transports très usités en cette période de fête.

Une tempête de neige baptisée "Ebony" affecte de larges pans du pays, allant de la région centrale des Grandes plaines au sud-ouest du pays.

Parallèlement, le sud-est fait face à un risque d'inondations liées à de fortes pluies attendues jusqu'à lundi. Trois nouveaux décès ont été annoncés hier, portant le nombre total de personnes décédées dans des accidents liés aux intempéries à six.

Le Minnesota déplore la mort de deux personnes: un homme de 51 ans décédé jeudi lorsque sa voiture a heurté un pick-up muni de lames de chasse-neige, ainsi qu'une femme de 47 ans, tuée lorsque le bus dans lequel elle était a percuté une voiture. L'accident a aussi fait neuf blessés, selon les médias locaux.

Dans le Tennessee, une femme qui campait avec deux amis est morte alors qu'elle tentait de traverser un ruisseau, a indiqué un autre média local.

Une femme de 58 ans a aussi été tuée par un arbre qui est tombé sur sa caravane mercredi soir en Louisiane, selon les médias américains. Une personne est morte jeudi dans un accident sur une autoroute glacée du Kansas selon la police, et une sixième a été victime d'une collision entre un chasse-neige et une voiture dans le Dakota du Nord.

En raison des chutes de neige, plus de 1.300 vols ont été annulés et 12.200 retardés depuis le début des perturbations jeudi, selon le site Flightaware spécialisé dans le suivi du trafic aérien, entraînant deux journées chaotiques dans les aéroports américains.

"Je ne veux pas passer trois jours coincé dans des aéroports et rater mes vacances, le réveillon...", se plaignait Anthony Scott sur une chaîne de

télévision texane.

Depuis le début de la tempête "Ebony", 20 à 30 centimètres de neige se sont accumulés dans certaines régions. Et il pourrait tomber jusqu'à 45 cm au Nouveau-Mexique (sud-ouest), ont prévenu les services météorologiques.

Malgré les efforts pour déneiger les principaux axes routiers, de nombreuses routes restaient fermées dans les États du Dakota du Nord et du Sud, du Minnesota, de l'Iowa ou de l'Arizona, où les autorités ont appelé les automobilistes à reporter leurs déplacements.

"Les routes sont glacées, les volées de neige limitent la visibilité. Nos équipes sont au travail mais mère Nature rend les voyages dangereux", a indiqué le service des transports du Dakota du Sud dans un communiqué.

Dans le sud, près de 30 cm de pluies sont déjà tombés en Louisiane et dans le Mississippi, où quelques maisons ont dû être évacuées.



Ouverture du Festival national

Timimoun accueille les passionnés d'Ahellil

■ La douzième édition du Festival national d'Ahellil s'est ouverte vendredi soir à Timimoun, en présence d'un public nombreux ainsi que les autorités locales. Cette manifestation qui attire chaque année un grand nombre de passionnés du Sahara algérien et de ce patrimoine national, rend hommage cette année au défunt Moulay Slimane Seddik, connu sous le nom de «Moulay Timi».

Par Abia Selles

Le coup d'envoi des festivités de la douzième édition du Festival national d'Ahellil a été donné vendredi soir à Timimoun (Adrar) devant un grand nombre des passionnés de ce patrimoine national et de cette ville magique. Cette édition qui s'annonce festive rend hommage à un grand nom de ce genre musical, à savoir le défunt Moulay Slimane Seddik, connu sous le nom de «Moulay Timi». Cet homme qui a laissé son empreinte dans la culture de la ville mérite, selon les organisateurs, d'être salué pour sa contribution dans l'enrichissement de l'art dans sa ville natale. «Cette initiative traduit aussi une reconnaissance aux efforts déployés durant toute sa vie au service du patrimoine de la région et son accompagnement de chercheurs dans leurs travaux, à l'instar de l'académicien Mouloud Mammeri et autres chercheurs et gens des médias», soulignent les organisateurs.

La douzième édition de ce festival culturel verra l'organisa-

tion de soirées artistiques animées par plus de vingt groupes activant dans des associations d'Ahellil, outre des conférences qui seront encadrées par des enseignants intéressés par ce patrimoine.

Aussi, une autre conférence sera programmée en marge de ce festival et animée par des académiciens et des chercheurs, selon les organisateurs.

Ces conférences, organisées au niveau de la bibliothèque publique à Timimoun, évoqueront plusieurs questions relatives aux différents aspects de ce patrimoine amazigh.

La soirée inaugurale était présidée par les autorités locales en présence du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, et de la présidente de l'Organisation nationale de la promotion et de la protection de l'enfance (ONPPE), Meriem Chorfi. Cette soirée était marquée par un défilé folklorique, haut en couleur et sonorité des troupes participantes, à la satisfaction d'un public nombreux venu se délecter des exécutions



de bonne facture artistique.

Ce rendez-vous culturel et artistique qui s'organise chaque année (28-30 décembre) s'assigne, entre autres objectifs, la

préservation de ce legs culturel séculaire, classé patrimoine immatériel mondial par l'Unesco, sa promotion et l'encouragement des associations culturelles

émergentes en ce genre au niveau de la région du Gourara, a indiqué le commissaire du festival.

A. S.

Festival national du théâtre professionnel

Le spectacle «Tahcil El Haçel» présenté au public

La pièce de théâtre «Tahcil El Haçel», une satire qui met en garde contre l'anéantissement de la Nation arabe, est entrée, vendredi à Alger, en compétition du 13e Festival national du théâtre professionnel (Fntp), dans une ambiance de grands soirs.

Le nombreux public du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi a pu apprécier les événements rocambolesques du spectacle «Tahcil El Haçel» (enfoncement du tourmenté dans l'avantgarde de problèmes), produit par le théâtre régional d'Oum El Bouaghi et mis en scène par Lahcène Chiba (qui a expliqué le titre de la pièce), sur un texte de Ali Tamert.

Une simulation théâtrale visant à montrer ce qui se passe dans l'imaginaire de tout un chacun a donné lieu à un microcosme social, rendu par un jeune couple qui va assister impuissant à une succession d'intrusions d'inconnus masqués dans leur maison, s'apparentant à différentes factions rivales, en guerre

à plusieurs endroits dans les pays arabes. S'autodétruisant les uns les autres, les auteurs de cette «violation de domicile caractérisée», enfants d'une même et grande nation, vont s'entretuer, symbolisant leur mort par le jet de leurs masques dans la corbeille à ordures, montrant ainsi «à quoi ils en sont arrivés», explique Lahcène Chiba.

Dans une satire, puisant dans le registre des théâtres grotesques et absurde, et s'inspirant dans la direction d'acteurs des méthodes biomécaniques de Meyerhold, le couple, image du peuple algérien dans leur maison, l'Algérie donc, bien qu'il essaye de discuter avec les parties en conflit, observe une neutralité affichée, à travers le gris des accoutrements qu'il portait.

La trame, au fil «fragile», a été nourrie par plusieurs situations distinctes qui prennent chaque fois fin avec l'intervention violente du personnage interprétant l'histoire, qui apparaît déchirant les pages qu'il venait tout juste de consacrer à l'évènement qui

venait de se terminer par la mort de son (ou ses) auteurs.

Dans le rôle des époux, frappés par l'urgence absolue du moment, Soumiya Bounab et Hichem Guergah, époustouffants d'énergie, ont tout fait sur scène, dans un jeu burlesque, précis et juste, appuyé par de belles acrobaties, occupant tous les espaces de la scène et tirant vers le haut la dizaine de comédiens qui les ont accompagnés.

Amina Feriek, Rachid Maâmiriya, Tarek Achba, Ferhat Abdel Aâli, Loucif Merzoug, Ramzi Achour, Hamid Mohamed Cherif, Seddam Sahraoui, Nadjib Zeroual, Imad Yahi, Djamel Belhocine et Ahmed Chafaï, ont brillamment servi le spectacle également, entretenant avec les deux jeunes premiers des échanges intenses au rythme ascendant et soutenu.

La scénographie, une œuvre réussie de Abdelghani Taïbi, était faite de longs pantalons blancs que les comédiens ont utilisés, suggérant des silhouettes de morts dans le cimetière, ainsi

qu'un ensemble de chaises faisant fonction d'une sorte de salle d'attente, où chacun attendait son tour pour commettre son intrusion dans le domicile du jeune couple. La bande son, œuvre de Abdelkrim Khomri, a été tout aussi concluante avec des lignes mélodiques et quelques bruitages inspirant le doute et l'incertitude, «contexte de toutes ces révolutions dans les pays arabes», de l'avis de Ali Tamert, appuyée dans la création des atmosphères lugubres du cimetière par un éclairage quelque peu assombri.

L'Histoire qui se donne la mort à la fin du spectacle, «Tahcil El Haçel» a su traduire le for intérieur de chacun à travers les différents rôles distribués, dotés de codes judicieusement simplifiés par le metteur en scène, pour rendre la lecture des événements plus accessible à l'assistance, lui permettant de saisir le péril qui frappe les pays arabes.

Le public, savourant chaque instant de la pièce dans l'allégresse et la volupté, a longtemps

applaudi les artistes, dont certains étaient en pleurs, à l'issue de la représentation.

L. B.

AGEND'ART

Opéra d'Alger (Ouled Fayet, Alger)

jusqu'au 4 janvier 2019 :

Spectacle Shadow Fairy Tales par la troupe ukrainienne Verba.

Galerie d'arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 janvier :

Exposition «Un monde suspendu», de l'artiste Soraya Habes.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Jusqu'au 31 décembre :

13^e édition du Festival national du théâtre professionnel d'Alger.

Galerie d'Art Wekka (Oran)

Jusqu'au 31 décembre :

Exposition d'œuvres de Baya Mahiedine et de Leila Ferhat.

Cercle Frantz-Fanon de Riadh El-Feth (El-Madania, Alger)

Jusqu'au 15 janvier 2019 :

Exposition collective d'arts plastiques «Trait d'union».

Palais des Rais Bastion 23 (Basse-Casbah, Alger)

jusqu'au 31 décembre :

Exposition «A l'ombre de l'arbre pur», par l'artiste peintre Hamida Chellali.

Galerie d'arts Espace

(Résidence CMB, 196 Oued

Terfa, El-Achour, Alger)

jusqu'au 8 janvier 2019 :

Exposition «7 houmate» de l'artiste plasticien Karim Sergoua.

Prévu du 29 décembre au 5 janvier

Le Salon de l'artisanat est de retour à Oran

Le deuxième Salon de l'artisanat de la ville d'Oran aura lieu à la fin de l'année. Sous forme de «marché de Yennayer», l'évènement se veut préservateur de l'art artisanal algérien. Ce ne sera pas moins de trente exposants qui donneront vie au Salon de l'artisanat à l'occasion de sa deuxième édition.

Autant de créateurs dont le but commun est de donner une visibilité à la production artisanale du pays et d'insister sur la nécessité de sa préservation. La vente est ouverte aux visiteurs désireux d'acquiescer des objets de tout genre et de toute matière. L'évènement prendra par ailleurs une tournure tradition-

nelle ; il se présentera sous forme de «marché de Yennayer», de quoi rendre hommage à la tradition algérienne en étant au plus près de ses us et coutumes.

Rappelons que le salon ouvrira ses portes du 29 décembre au 5 janvier et se tiendra au Centre de convention d'Oran - Le Méridien.



Ligue des champions (phase de poules)
Le CSC jouera le TP Mazembe, la JSS face au Ahly

LE CS CONSTANTINE et la JS Saoura évolueront respectivement dans les groupes 3 et 4 avec notamment le TP Mazembe (RD Congo) et Al Ahly (Egypte), selon le tirage au sort de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football effectué vendredi dans la capitale égyptienne Le Caire. Le CS Constantine, champion d'Algérie sortant, évoluera dans le groupe 3, considéré comme celui de la mort, aux côtés du TP Mazembe (RD Congo), plusieurs fois champion d'Afrique en titre, des Egyptiens d'Al Ismaily et des Tunisiens du Club Africain, de retour dans cette prestigieuse compétition. Le CS Constantine jouera son premier match en déplacement contre le Club Africain à Tunis entre le 1^{er} et le 3 février. De son côté, la JS Saoura, second représentant algérien en Ligue des champions, jouera dans le groupe D avec les Egyptiens d'Al Ahly, finalistes des deux dernières éditions et vainqueurs de l'épreuve à 8 reprises, les Tanzaniens de Simba et les Congolais de Vita Club. Les Algériens se déplaceront en

Tanzanie pour la première journée pour affronter Simba FC. Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale.

Ahli Benghazi (Libye)-NAHD en Coupe de la CAF

Le NA Hussein-dey affrontera la formation libyenne du Ahli Benghazi en seizièmes de finale «bis» de la Coupe de la Confédération de football, à l'issue du tirage au sort effectué vendredi dans la capitale égyptienne Le Caire. Le représentant algérien se déplacera à Benghazi pour jouer le match aller prévu entre le 11 et le 13 janvier 2019 avant d'accueillir son adversaire au stade 5-Juillet (Alger) entre le 18 et le 20 du même mois. Le NAHD s'est qualifié pour les seizièmes de finale «bis» de la Coupe de la Confédération au détriment des Zambiens de Green Eagles (0-0, 2-1), alors que le Ahli Benghazi avait été éliminé en 16^e de finale de la Ligue des champions par les Sud-africains de Mamelodi Sundowns (0-0, 4-0).

Equipe nationale
Belmadi a ressoudé les rangs

■ Le coach national, Djamel Belmadi, a réussi à ressouder les rangs entre les joueurs avec le dernier stage et le test face au Qatar au cours duquel il a fait confiance aux joueurs locaux qu'il avait convoqués pour avoir une idée assez claire sur eux.



Belmadi a motivé les joueurs du cru

Par Mahfoud M.

idée claire sur tous les éléments qui défendront les couleurs nationales lors du rendez-vous continental qui reste très important pour la sélection nationale. Les joueurs du cru sont reconnaissants de cette opportunité offerte par leur coach. Le défenseur de l'ES Sétif, Bedran, avouera, à ce propos, que le sélectionneur national a montré qu'il croyait en eux. «Cette chance qu'on nous offre nous aide à nous donner à fond pour montrer au coach qu'on est prêt à nous sacrifier pour l'EN», dira le défenseur sétifien qui insiste sur le fait que tous les joueurs souhaitent se donner à fond mainte-

nant pour lui démontrer qu'on est solidaires. De son côté, le latéral gauche de l'USMBA, Lamara, affirmera que le discours de Belmadi les a motivés à se donner à fond en EN. «Belmadi a été clair. Avec lui, il n'y a pas de clivage professionnels et locaux et tout le monde est mis sur un pied d'égalité», dira le joueur de la Mekerra. Le défenseur de l'USM Alger, de son côté, Benyahia, pense que le stage a été une réussite totale et que tout le monde s'est donné à fond au cours de cette période préparatoire et le match amical.

M. M.

Course régionale cycliste de Boutlélis
Les coureurs du Vélo club de Mostaganem l'emportent

LES COUREURS du Vélo club de Mostaganem se sont distingués lors de la course cycliste régionale toutes catégories, disputée vendredi sur circuit fermé dans la commune de Boutlélis d'Oran. En seniors, qui ont concouru sur une distance de 75 km en 15 tours, la palme est revenue au cycliste Benyoub Zoheir du Vélo club de Mostaganem qui a dominé l'épreuve devant Boudjemaa Anes, de l'Etoile de Sidi Bel Abbès, et Yabka Sifeddine du Vélo club de Mostaganem. Chez les juniors, qui ont effectué 13 tours, la première place est revenue à Nehari Mohamed Amine du Amel El Malah de Ain Témouchent, suivi par Boukhari Youcef du club Tahadi Oued Tiélat et Berahla Abdellah du Vélo club de Mostaganem. Chez les cadets qui ont concouru sur une distance de 30 km, en 6 tours, la victoire est revenue au coureur Annani Hamza

de l'USPC Oran, qui a dominé l'épreuve devant Cherki Salah Eddine du Vélo club de Mostaganem et Medjahed Med Amine du club Tahadi Oued Tiélat. Chez les minimes, qui ont couru 5 tours, la première place est revenue à Boukhari Abdellah du Nasr Oued Tiélat suivi par Mellah Abdillah de l'Etoile de Sidi Bel Abbès et Benachour Med Amine du Nasr Oued Tiélat. Cette compétition, qui a enregistré la participation de 55 coureurs, issus de dix clubs représentant quatre wilayas de l'ouest du pays, à savoir Ain Témouchent, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès et Oran, a été qualifiée d'un bon niveau technique par les organisateurs. Ce rendez-vous sportif a été clôturé par une cérémonie de remise de prix et de cadeaux aux lauréats, en présence des représentants de la direction de la jeunesse et des sports d'Oran.

2^e tournoi international de karaté-do à Mila
Plus de 600 athlètes au rendez-vous

LE COUP d'envoi du 2^e tournoi international de karaté-do de Mila a été donné vendredi depuis la salle omnisports (OMS) Abderrahmane-Tayeb avec la participation de plus de 600 athlètes. Ce rendez-vous sportif regroupe 80 clubs venus de 24 wilayas aux côtés de trois autres formations sportives conviées de Tunisie, Libye et France, a précisé le président de la ligue locale de karaté-do, Faouzi Boukhetela. Devant se poursuivre sur deux jours, ce 2^e tournoi international, organisé par la ligue locale de karaté-do en coordination avec la direc-

tion locale de la jeunesse et des sports et la Fédération algérienne de karaté (FAK), concerne les catégories cadets et juniors (filles et garçons) en kata et kumité individuel, a détaillé la même source. La compétition, lancée en présence des autorités locales à leur tête le wali Mohamed Amier et du président de la FAK, Slimane Mesdoui, a débuté avec les épreuves de kata et s'est poursuivie l'après-midi avec celles de kumité pour les juniors et cadets. Les demi-finales et finales étaient programmées hier.

Coupe d'Algérie de football (1/16^{es} de finale)
L'ASAM à la trappe, le MCO et le CABBA qualifiés

L'AS Aïn M'illa est le cinquième club de Ligue 1 Mobilis à quitter précocement la Coupe d'Algérie de football, après sa défaite contre la JSM Béjaïa (1-2), en 16^e de finale disputés vendredi à Batna, au moment où les deux autres pensionnaires de l'élite, le MC Oran et le CA Bordj Bou Arréridj se sont qualifiés pour les 8^{es} de finale, tout comme l'USM Annaba, le SA Mohammadia et CR Bouguirat. L'ASAM, contrainte de recevoir au stade du 1^{er}-Novembre de Batna plutôt que dans son antre de Demane-Debbih, emboîte ainsi le pas à la JS Saoura, la JS Kabylie, l'Olympique de Médéa et le DRB Tadjenanet, qui eux ont été sortis dès les 32^{es} de finale. Même si elle évolue en Ligue 2, la JSMB a tenu le bon bout dès l'entame de cette rencontre, ouvrant le score dès la 29^e par Khezri, avant de réagir positivement après l'égalisation de Si-Ammar, puisqu'elle n'a pas mis longtemps avant de reprendre l'avantage au score, grâce à

Qualali (90'). La qualification de l'USM Annaba a été encore plus nette contre la modeste formation du MB Bazer Sakhra, qu'elle a assez facilement dominé (3-0), grâce aux réalisations de Zouani (3'), El Ghomari (52') et Hernanes (90'). De son côté, le MC Oran a éprouvé un peu plus de difficultés contre le RA Aïn Defla, car malgré son appartenance à l'élite du football national, il a difficilement pris le dessus (1-2). Certes, les gars d'El Hamri avaient bien démarré ce match, en menant (2-0) grâce à Bettoumi (7') et Boudebouda (13'), mais la suite a été nettement moins bonne, puisque leur relâchement a permis à l'équipe locale de revenir à la 69^e, grâce à Mekkioui (1-2), avant de leur donner de sérieuses frayeurs, jusqu'au coup de sifflet final. Toujours à l'Ouest, le derby de Mascara, entre le SA Mohammadia et l'ARB Ghriiss, a été à peine disputé, et il a fallu attendre la 57^e pour voir Benhamou offrir la qualification au SAM (1-0). Le

match CR Bouguirat - CRB Kais a été tout aussi disputé, comme en témoigne le score de parité (1-1) qui était resté inchangé même après les prolongations. Il a donc fallu recourir à la séance de tirs au but pour départager les deux clubs, et la chance a finalement souri au CR Bouguirat qui l'a emporté (4-2). Même cas de figure dans le dernier match inscrit au programme de ce vendredi, puisque le WA Tlemcen (Ligue 2) et le CA Bordj Bou Arréridj (Ligue 1) n'ont pu se départager, même après prolongations, le score étant resté de zéro partout jusqu'à la fin des 120 minutes. Il a donc fallu recourir aux tirs au but, là-encore, pour départager les deux clubs et ce sont les Criquets du CABBA qui ont été les heureux élus, avec cinq pénalités transformées contre seulement quatre pour le WAT. Les autres matchs de ces 16^{es} de finale devaient se jouer hier, aujourd'hui, le lundi 31 décembre et le mardi 1^{er} janvier 2019.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Election sénatoriale à Béjaïa

Le vote s'est déroulé dans de bonnes conditions

LES ÉLECTIONS pour le renouvellement partiel du Sénat se sont déroulées hier dans de bonnes conditions au niveau de la salle des congrès de la wilaya. La compétition est déclarée entre six candidats, à savoir Massinissa Ouari élu APC de Tazmalt (FLN), Farid Bali maire de Timezrit (RCD), Abdenour Darguini vice-président de l'APW (FFS), Kherbane Houari, élu APC Ait R'zine (indépendant), Mohand Sadek Akrouf, maire de Barbacha (PST) et Idir Hemmour élu APC Adekar (MEN). Les six candidats ont bataillé hier par la mobilisation des élus et de leurs troupes en vue de décrocher le seul fauteuil de la chambre haute du Parlement, échu à la wilaya de Béjaïa et remplacer le sénateur du FFS Brahim Meziani en fin de mandat. A l'heure où nous mettons sous presse, le vote se poursuit et on note que le taux de participation est à hauteur de 91%. Ce sont 745 élus sur les 824 (moins les 15 sièges de l'APC de Boudjellil qui est sans Assemblée) que possèdent les Assemblées locales (APC et APW) de la wilaya de Béjaïa qui ont glissé leurs bulletins dans les urnes préparées pour l'opération. Les 824 grands électeurs que compte Béjaïa ont commencé à choisir dès la matinée, le remplaçant de Brahim Meziani du FFS au Sénat parmi les six candidats. En sus d'un candidat indépendant, Houari Kherbane, élu à l'APC d'Ait R'zine, les cinq autres candidats, en course pour un seul fauteuil au Sénat sont présentés par des partis politiques. Le FFS est, une nouvelle fois, parti favori dans cette élection sachant qu'il détient le plus grand collège électoral (élus locaux) dans les APC et APW, soit 242 sièges. Néanmoins, il y aurait des élus

du plus vieux parti de l'opposition qui seraient tentés de voter pour un autre candidat que celui choisi par leur parti. Cela est d'autant plus vraisemblable à la lumière des querelles qu'a vécues le parti ces derniers mois. Une crise qui s'est accentuée suite à l'exclusion de quelques militants et non des moindres des rangs de ce parti en proie à des clivages pour ne pas dire un début de décomposition provoquée par des luttes internes incessantes de faction pour le contrôle de l'appareil du parti. L'actuel maire de Fenaïa Imathen, M. Bali, a défendu les couleurs du RCD qui totalise 141 sièges dans les Assemblées locales. Cet ancien militant du RCD a eu à exercer trois mandats de maire. Le jeune inexpérimenté Massinissa Ouari a réussi à s'imposer au sein du FLN grâce à son habileté. Il avait disqualifié le mouhafed et ex-maire de Béjaïa Abdelhamid Merouani, avec 71 voix lors des primaires du parti qui avait obtenu 60 voix. Cet élu de la haute Soummam a mis sur les voix des élus FLN au nombre de 123 et aussi sur les voix des indépendants (129 élus), les élus du RND (60 élus) et d'autres pour briguer le mandat de sénateur. Le candidat de l'extrême gauche, l'actuel maire de Barbacha (PST), Mohand Sadek Akrouf, a voulu sans doute intercepter les nombreuses voix discordantes au sein des partis en lice pour se faire élire sénateur. Mais, ce serait chose difficile pour lui. Sans ancrage dans la wilaya, d'autres candidats ont joué au trouble-fête. Notons enfin que l'opération de vote devait prendre fin vers 17h et elle s'est déroulée sous l'œil d'un magist

Hocine Cherfa

Renouvellement de la moitié du Sénat

7 candidats en lice à Alger

Sept candidats représentant six partis politiques et une candidate libre, sont entrés en lice pour le siège de la wilaya d'Alger à l'occasion de l'élection pour le renouvellement de la moitié des membres du Conseil de la nation, qui a débuté samedi au siège de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger (APW). Ces candidats représentent les partis du FLN (Front de libération nationale), le RND (Rassemblement national démocratique), le MSP (Mouvement de la société pour la paix), le FFS (Front des forces socialistes), le Front El-Moustakbal, le PFJ Fajr el-Jadid, en sus d'une seule candidate libre.

Ces élections se déroulent dans des «conditions ordinaires», au niveau de quatre bureaux, supervisés chacun par quatre magistrats et un greffier, tous désignés par le ministère de la Justice.

Cette échéance électorale concerne 1 254 élus locaux représentant l'Assemblée

populaire de wilaya (APW) et 57 Assemblées populaires communales (APC) au niveau de la wilaya d'Alger, a fait savoir le Directeur de l'Administration locale, des élections et des élus à la wilaya d'Alger, Ahmed Bouahmed qui souligne que «tous les moyens ont été mobilisés» pour ces élections.

L'élection pour le renouvellement partiel de la moitié des membres élus du Conseil de la nation concerne 48 nouveaux membres au sein de la chambre haute du Parlement au niveau des 48 wilayas du pays et intervient après le renouvellement partiel qui s'est déroulé en 2015.

Cette élection qui est supervisée par la première fois par des magistrats, intervient suite à la convocation du collège électoral par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, avait indiqué récemment que vingt-trois partis se sont présentés à ces élections, dont le FLN, seule

formation politique à avoir réussi à couvrir l'ensemble des wilayas, suivi du RND avec 46 wilayas couvertes, alors que les autres partis ont réussi à couvrir entre 17 et 01 wilayas. Pour ce qui est des candidats indépendants, le nombre de dossiers de candidatures acceptés a atteint 41, selon M. Louh. Le ministre avait affirmé, dans ce contexte, que «des instructions avaient été données à tous les parquets, polices judiciaires et administrations, à l'effet de veiller à la régularité et à la transparence de ces élections». Deuxième chambre du Parlement, le Conseil de la nation a été créé en vertu de la révision, le 28 novembre 1996, de la Constitution. Il est composé de 144 membres, dont 96 membres (2 tiers) sont élus au scrutin indirect et secret, à raison de deux sièges pour chaque wilaya. La moitié de ces sièges (48 sièges) est renouvelée tous les trois ans.

Ali T.

Fêtes de fin d'année La Tunisie envahie par les Algériens



Djalou@hotmail.com

Ancien président du Conseil constitutionnel

Décès de Abdelmalek Benhabylès

■ L'ancien président du Conseil constitutionnel, Abdelmalek Benhabylès, décédé dans la nuit du vendredi à Alger à l'âge de 98 ans, a été inhumé samedi au cimetière de Sidi Naâmane à Bouzaréah.

Par Hani Y.

Les obsèques se sont déroulées en présence notamment, du président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mouad Bouchareb, du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, du ministre d'Etat, conseiller spécial du président de la République, Tayeb Belaïd, du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et du ministre de la

Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, du secrétaire général de la présidence de la République, Habba El-Okbi, ainsi que des personnalités politiques et nationales et ses proches. Né à Sétif, Abdelmalek Benhabylès, avait été militant du mouvement national, au sein du Parti du peuple algérien (PPA) et du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), au Front de libération nationale (FLN historique), cadre de l'Union des étudiants musulmans algériens (UGEMA) et

vice-président de l'association des étudiants Nord de l'Afrique ainsi que membre du gouvernement provisoire de la République algérienne. Il avait occupé plusieurs postes de responsabilité après l'indépendance, notamment, ambassadeur en Tunisie et au Japon, avant d'être désigné secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

Il avait occupé le poste d'ambassadeur en Suisse et au Vatican, puis a été membre de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme. Il avait présidé une organisation non gouvernementale, l'Académie de la société civile algérienne et est fondateur de l'Association d'amitié algéro-japonaise. Il a aussi occupé le poste de ministre de la Justice, puis secrétaire général de la Présidence sous le mandat du défunt président de la République, Chadli Bendjedid.

Le dernier poste occupé par Abdelmalek Benhabylès était président du Conseil constitutionnel de 1989 à 1995.

Dans un message de condoléances adressé à la famille du défunt, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a loué le riche parcours du regretté et sa longue expérience de militantisme durant la révolution, ses qualités humaines et son abnégation au service du pays.

H. Y./APS